



Conseil de sécurité

Distr. générale
19 décembre 2005
Français
Original: anglais

Exposé succinct du Secrétaire général sur les questions dont le Conseil de sécurité est saisi et sur l'état d'avancement de leur examen

Additif

Conformément à l'article 11 du Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct ci-après.

La liste des questions dont le Conseil est saisi figure dans les documents S/2005/15 du 25 février 2005, S/2005/15/Add.20 du 31 mai 2005, S/2005/15/Add.21 du 7 juin 2005, S/2005/15/Add.27 du 19 juillet 2005, S/2005/15/Add.29 du 3 août 2005, S/2005/15/Add.36 du 20 septembre 2005, S/2005/15/Add.37 du 27 septembre 2005 et S/2005/15/Add.41 du 25 octobre 2005.

Au cours de la semaine qui s'est achevée le 17 décembre 2005, le Conseil de sécurité s'est prononcé sur les questions suivantes :

La situation au Moyen-Orient (voir S/7913, S/7923, S/7976, S/8000, S/8048, S/8066, S/8215, S/8242, S/8252, S/8269, S/8502, S/8525, S/8534, S/8564, S/8575, S/8584, S/8595, S/8747, S/8753, S/8807, S/8815, S/8828, S/8836, S/8885, S/8896, S/8960, S/9123, S/9135, S/9319, S/9382, S/9395, S/9406, S/9427 et Corr.1, S/9449, S/9452, S/9805, S/9812, S/9930, S/10327, S/10341, S/10554, S/10557, S/10703, S/10721, S/10729, S/10743, S/10770/Add.4, S/10855/Add.15, 16, 23, 24, 29, 30, 33, 41, 43 et 44; S/11185/Add.14 à 16, 21, 42/Rev.1 et 47; S/11593/Add.15, 21, 29, 42 et 49; S/11935/Add.21, 42 et 48; S/12269/Add.12, 13, 21, 42 et 48; S/12520/Add.10, 11, 17, 21, 37, 39, 42, 47 et 48; S/13033/Add.2, 16, 19, 21, 23, 34, 47 et 50; S/13737/Add.15, 16, 21, 24 à 26, 33, 47 et 50; S/14326/Add.10, 11, 20, 24, 28, 29, 47 et 50; S/14840/Add.8, 21 à 25, 27, 30 à 33, 37, 42 et 48; S/15560/Add.3, 21, 29, 37, 42, 45, 47 et 48; S/16270/Add.6 à 8, 15, 20, 21, 34, 35, 40 et 47; S/16880/Add.8 à 10, 15, 20, 21, 41 et 46; S/17725/Add.2, 15, 21, 28, 35, 38, 43 et 47; S/18570/Add.2, 21, 30 et 47; S/19420/Add.2 à 4, 18, 19, 22 et Corr.1, 30, 48 et 50; S/20370/Add.4, 12, 16, 21, 30, 32, 37, 44, 46, 47 et 51; S/21100/Add.4, 21, 30 et 47; S/22110/Add.4, 21, 30 et 47; S/23370/Add.4, 7, 21, 30 et 47; S/25070/Add.4, 21, 30 et 48; S/1994/20/Add.3, 20, 29 et 47; S/1995/40/Add.4, 21, 29 et 47; S/1996/15/Add.4, 15, 21, 30 et 47; S/1997/40/Add.4, 21, 30 et 46; S/1998/44/Add.4, 21, 30 et 47; S/1999/25/Add.3, 20, 29 et 46; S/2000/40/Add.4, 15, 20, 21, 24, 29 et 47; S/2001/15/Add.5, 22, 31 et 48; S/2002/30/Add.4, 21, 30 et 50; S/2003/40/Add.4, 25, 30 et 51; S/2004/20/Add.4, 26, 30, 35, 42 et 50; et S/2005/15/Add.3, 6, 13, 16, 17, 22 à 24, 29, 42 et 43; voir également S/2000/40/Add.39, 44, 46 et 50;



S/2001/15/Add.11 à 13, 34, 47 et 50; S/2002/30/Add.3, 7, 8, 10, 12 à 15, 17, 20, 23, 24, 28, 29, 37, 38 et 45; S/2003/40/Add.2, 3, 6, 11, 15, 20, 23, 28, 29, 33, 37, 40 à 42, 46 et 49; S/2004/20/Add.2, 3, 7, 11, 12, 16, 20, 25, 28, 29, 32, 37, 40, 46 et 49; et S/2005/15/Add.1, 7, 9, 11, 15, 19, 28, 33, 37, 41 et 47)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à ses 5320^e, 5323^e et 5329^e séances, tenues les 12, 13 et 15 décembre 2005, respectivement, comme convenu lors de consultations préalables. Aux 5323^e et 5329^e séances, les membres du Conseil étaient saisis d'une lettre datée du 12 décembre 2005, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2005/775).

À la 5320^e séance, le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité le représentant du Liban, sur sa demande, à participer au débat sur la question, sans droit de vote.

À la même séance, le Président a indiqué que, à l'issue de consultations avec le Conseil, il avait été autorisé à faire, au nom du Conseil, une déclaration dont il a donné lecture (pour le texte de la déclaration, voir le document S/PRST/2005/61; à paraître dans *Documents officiels du Conseil de sécurité, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1^{er} août 2005-31 juillet 2006*).

Aux 5323^e et 5329^e séances, le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité les représentants du Liban et de la République arabe syrienne, sur leur demande, à participer au débat sur la question, sans droit de vote.

À la 5323^e séance, comme convenu lors de consultations préalables et avec l'assentiment du Conseil, le Président a adressé une invitation à M. Detlev Mehlig, Chef de la Commission d'enquête internationale indépendante, en vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

À la 5329^e séance, le Président a appelé l'attention sur le projet de résolution S/2005/788, présenté par la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et les États-Unis d'Amérique.

Le Conseil de sécurité a procédé à un vote sur le projet de résolution S/2005/788 et l'a adopté à l'unanimité en tant que résolution 1644 (2005) (pour le texte de la résolution, voir le document S/RES/1644 (2005); à paraître dans *Documents officiels du Conseil de sécurité, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1^{er} août 2005-31 juillet 2006*).

Rapports du Secrétaire général sur le Soudan (voir S/2004/20/Add.23, 30, 35, 37, 39, 40, 44, 46 et 49; et S/2005/15/Add.1, 4 à 6, 9 à 12, 18, 25, 28, 30, 37 et 40; voir également S/2003/40/Add.40; et S/2004/20/Add.21 et 43)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à ses 5321^e et 5322^e séances (privées), tenues le 13 décembre 2005, comme convenu lors de consultations préalables.

À la 5321^e séance, comme convenu lors de consultations préalables et avec l'assentiment du Conseil, le Président a adressé une invitation à M. Luis Moreno-Ocampo, Procureur de la Cour pénale internationale, en vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

À l'issue de la 5322^e séance, conformément à l'article 55 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, le communiqué suivant a été publié par les soins du Secrétaire général en lieu et place d'un procès-verbal :

« À sa 5322^e séance, tenue à huis clos le 13 décembre 2005, le Conseil de sécurité a examiné la question intitulée "Rapports du Secrétaire général sur le Soudan".

Comme suite à la décision prise à la 5321^e séance, le Président, agissant en vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, a invité le Procureur de la Cour pénale internationale, M. Luis Moreno-Ocampo.

Les membres du Conseil et le Procureur de la Cour pénale internationale ont eu un échange de vues à la suite de l'exposé qui a été présenté. »

La situation à Chypre (voir S/11185/Add.28, 29, 32, 34 et 49; S/11593/Add.7 à 10, 23, 24 et 49; S/11935/Add.23, 24 et 50; S/12269/Add.24, 35 à 37 et 50; S/12520/Add.23, 45, 47 et 49; S/13033/Add.23 et 49; S/13737/Add.23 et 49; S/14326/Add.22 et 50; S/14840/Add.24 et 50; S/15560/Add.24, 46 et 50; S/16270/Add.17, 18, 23 et 49; S/16880/Add.23, 37 et 49; S/17725/Add.23 et 49; S/18570/Add.23 et 50; S/19420/Add.24 et 50; S/20370/Add.22 et 49; S/21100/Add.10, 23, 28, 49 et 50; S/22110/Add.23, 40, 49 et 51; S/23370/Add.14, 23, 28, 34, 47 et 50; S/25070/Add.19, 21, 23 et 50; S/1994/20/Add.9, 23, 29 et 50; S/1995/40/Add.24 et 50; S/1996/15/Add.25 et 51; S/1997/40/Add.25 et 51; S/1998/44/Add.26 et 51; S/1999/25/Add.25 et 49; S/2000/40/Add.23 et 49; S/2001/15/Add.24 et 50; S/2002/30/Add.23, 39 et 47; S/2003/40/Add.14, 15, 23 et 47; S/2004/20/Add.13, 16, 17, 23 et 42; et S/2005/15/Add.23 et 24; voir également S/2001/15/Add.49; S/2002/30/Add.22 et 46; S/2003/40/Add.22 et 46; S/2004/20/Add.40; et S/2005/15/Add.22 et 48)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 5324^e séance, tenue le 14 décembre 2005, comme convenu lors de consultations préalables; il était saisi du rapport du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies à Chypre (S/2005/743 et Corr.1).

Le Président a appelé l'attention sur le projet de résolution S/2005/784, présenté par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Il a ensuite indiqué que, à l'issue de consultations, les membres du Conseil étaient convenus que le projet de résolution devrait être adopté en tant que texte du Président.

Le Conseil de sécurité a procédé à un vote sur le projet de résolution S/2005/784 et l'a adopté à l'unanimité en tant que résolution 1642 (2005) (pour le texte de la résolution, voir le document S/RES/1642 (2005); à paraître dans *Documents officiels du Conseil de sécurité, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1^{er} août 2005-31 juillet 2006*).

La situation concernant l'Iraq (voir S/2005/15/Add.21, 23, 24, 31, 35, 37 et 44; voir également S/21100/Add.30 à 33, 36 à 38, 42, 43 et 47; S/22110/Add.6 à 9, 13, 14, 17, 20, 24, 25, 32, 37 et 40; S/23370/Add.8, 10, 11, 28, 32, 34, 35, 39 et 47; S/25070/Add.1, 2, 5, 21, 24 et Corr.1, 26 et 47; S/1994/20/Add.8, 39 à 41 et 45; S/1995/40/Add.14; S/1996/15/Add.11, 12, 23 et 33; S/1997/40/Add.15, 22 à 24, 36, 42, 43, 45, 48 et 51; S/1998/44/Add.2, 7, 9, 12, 19, 24, 36, 44, 47 et 50; S/1999/25/Add.19, 39, 45 et 47 à 49; S/2000/40/Add.11, 12, 22 et 48;

S/2001/15/Add.22, 26, 27, 40 et 48; S/2002/30/Add.19, 39, 41, 44, 47 et 48;
S/2003/40 et Add.4 à 7, 9 à 13, 16, 20, 22, 26, 29, 32, 33, 41, 43, 46, 47 et 50;
S/2004/20/Add.3, 8, 12, 15, 16, 17, 20, 22, 23, 32, 37, 39, 48 et 50; et
S/2005/15/Add.6 et 14)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 5325^e séance, tenue le 14 décembre 2005, comme convenu lors de consultations préalables; il était saisi du rapport présenté par le Secrétaire général en application du paragraphe 30 de la résolution 1546 (2004) (S/2005/766).

Le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité le représentant de l'Iraq, sur sa demande, à participer au débat sur la question, sans droit de vote.

Comme convenu lors de consultations préalables et avec l'assentiment du Conseil, le Président a adressé une invitation à M. Ibrahim Gambari, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, en vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

La situation entre l'Érythrée et l'Éthiopie (voir S/1998/44/Add.25; S/1999/25/Add.3, 5 et 7; S/2000/40/Add.18, 19, 30, 32, 36, 45 et 46; S/2001/15/Add.6, 11, 16, 20, 37 et 46; S/2002/30/Add.2, 9, 10, 19, 32 et 35; S/2003/40/Add.10, 28 et 36; S/2004/20/Add.10 et 37; et S/2005/15/Add.10, 36, 39, 46 et 48; voir également S/2001/15/Add.37; S/2002/30/Add.10 et 32; S/2003/40/Add.10 et 36; S/2004/20/Add.10 et 36; et S/2005/15/Add.9, 35 et 41)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 5326^e séance, tenue le 14 décembre 2005, comme convenu lors de consultations préalables.

Le Président a indiqué que, à l'issue de consultations avec le Conseil, il avait été autorisé à faire, au nom du Conseil, une déclaration dont il a donné lecture (pour le texte de la déclaration, voir S/PRST/2005/62, à paraître dans *Documents officiels du Conseil de sécurité, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1^{er} août 2005-31 juillet 2006*).

La situation en Côte d'Ivoire (voir S/2002/30/Add.50; S/2003/40/Add.5, 17, 19, 29, 31, 45, 47 et 48; S/2004/20/Add.5, 8, 17, 21, 31, 44, 46 et 50; et S/2005/15/Add.4, 12, 13, 16, 17, 21, 24, 26, 34, 40, 41, 47 et 48; voir également S/2003/40/Add.44; S/2004/20/Add.12; et S/2005/15/Add.11)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 5327^e séance, tenue le 15 décembre 2005, comme convenu lors de consultations préalables; il était saisi de la lettre datée du 7 novembre 2005, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1572 (2004) concernant la Côte d'Ivoire (S/2005/699).

Le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité le représentant de la Côte d'Ivoire, sur sa demande, à participer au débat sur la question, sans droit de vote.

Le Président a appelé l'attention sur le projet de résolution S/2005/786, présenté par la France.

Le Conseil de sécurité a procédé à un vote sur le projet de résolution S/2005/786 et l'a adopté à l'unanimité en tant que résolution 1643 (2005) (pour le texte de la résolution, voir le document S/RES/1643 (2005); à paraître dans

Documents officiels du Conseil de sécurité, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1^{er} août 2005-31 juillet 2006).

Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991;

Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994

(voir S/1996/15/Add.8; S/1999/25/Add.31 et 44; S/2000/40/Add.21, 46 et 47; S/2001/15/Add.48; S/2002/30/Add.19, 43 et 50; S/2003/40/Add.31, 34, 35 et 40; S/2004/20/Add.12, 26, 31 et 47; et S/2005/15/Add.23; voir également S/22110/Add.38, 47 et 50; S/23370/Add.1, 5, 7, 14, 16, 19, 21, 23, 24, 26, 28, 29, 31, 32, 35 à 37, 40, 43, 45, 46, 49 et 50; S/25070/Add.1, 4, 7 à 13, 15 à 19, 21 à 23, 24 et Corr.1, 25, 26, 28 à 30, 32 à 34, 36, 37, 39 à 42, 45 et 51; S/1994/20 et Add.4, 6, 8, 10, 12 à 17, 19 à 27, 31, 34, 37, 38, 40, 44 à 47 et 49; S/1995/40 et Add.1, 2, 5 à 8, 12, 14 à 19, 22 à 24, 26 à 33, 35 à 37, 39 à 41, 44 et 46 à 50; S/1996/15/Add.1, 2, 4, 6, 7, 13, 18, 20, 21, 26, 28, 30 à 32, 37, 39, 40, 45, 47, 49 et 50; S/1997/40/Add.2, 4, 6, 9 à 12, 14, 16, 18, 19, 21, 23, 28, 34, 37, 42, 47, 48 et 50; S/1998/44/Add.2, 6, 9, 11, 14, 17, 19, 20, 24, 26, 28, 29, 33, 34, 39, 44 et 46; S/1999/25/Add.19; S/2000/40/Add.1, 8, 11, 14, 18, 23, 24, 27, 32, 42, 45 et 49; S/2001/15/Add.2, 3, 6, 12, 13, 17, 24, 25, 28, 38 et 49; S/2002/30/Add.2, 9, 24, 26, 27, 29, 32, 40, 42 et 49; S/2003/40/Add.12, 17, 20, 27, 40 et 43; S/2004/20/Add.9, 25, 27, 41 et 45; et S/2005/15/Add.2, 10, 11, 15, 22, 29, 38, 45 et 46)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 5328^e séance, tenue le 15 décembre 2005, comme convenu lors de consultations préalables; il était saisi de la lettre datée du 30 novembre 2005, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (S/2005/781) et de la lettre datée du 5 décembre 2005, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994 (S/2005/782).

Le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité les représentants de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie, du Rwanda et de la Serbie-et-Monténégro, sur leur demande, à participer au débat sur la question, sans droit de vote.

Comme convenu lors de consultations préalables et avec l'assentiment du Conseil, le Président a adressé une invitation à M. Fausto Pocar, Président du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991, M. Erik Møse, Président du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le

territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994, à M^{me} Carla del Ponte, Procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, et à M. Hassan Bubacar Jallow, Procureur du Tribunal pénal international pour le Rwanda, en vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

Rencontre entre le Conseil de sécurité et les pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement, organisée conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001) (voir

S/2001/15/Add.47; S/2002/30/Add.20 et 50; S/2003/40/Add.25 et 49; S/2004/20/Add.25 et 49; et S/2005/15/Add.23; voir également S/7913, S/7923, S/7976, S/8000, S/8048, S/8066, S/8215, S/8242, S/8252, S/8269, S/8502, S/8525, S/8534, S/8564, S/8575, S/8584, S/8595, S/8747, S/8753, S/8807, S/8815, S/8828, S/8836, S/8885, S/8896, S/8960, S/9123, S/9135, S/9319, S/9382, S/9395, S/9406, S/9427 et Corr.1, S/9449, S/9452, S/9805, S/9812, S/9930, S/10327, S/10341, S/10554, S/10557, S/10703, S/10721, S/10729, S/10743, S/10770/Add.4, S/10855/Add.15, 16, 23, 24, 29, 30, 33, 41, 43 et 44; S/11185/Add.14 à 16, 21, 42/Rev.1 et 47; S/11593/Add.15, 21, 29, 42 et 49; S/11935/Add.21, 42 et 48; S/12269/Add.12, 13, 21, 42 et 48; S/12520/Add.10, 11, 17, 21, 37, 39, 42, 47 et 48; S/13033/Add.2, 16, 19, 21, 23, 34, 47 et 50; S/13737/Add.15, 16, 21, 24 à 26, 33, 47 et 50; S/14326/Add.10, 11, 20, 24, 28, 29, 47 et 50; S/14840/Add.8, 21 à 25, 27, 30 à 33, 37, 42 et 48; S/15560/Add.3, 21, 29, 37, 42, 45, 47 et 48; S/16270/Add.6 à 8, 15, 20, 21, 34, 35, 40 et 47; S/16880/Add.8 à 10, 15, 20, 21, 41 et 46; S/17725/Add.2, 15, 21, 28, 35, 38, 43 et 47; S/18570/Add.2, 21, 30 et 47; S/19420/Add.2 à 4, 18, 19, 22 et Corr.1, 30, 48 et 50; S/20370/Add.4, 12, 16, 21, 30, 32, 37, 44, 46, 47 et 51; S/21100/Add.4, 21, 30 et 47; S/22110/Add.4, 21, 30 et 47; S/23370/Add.4, 7, 21, 30 et 47; S/25070/Add.4, 21, 30 et 48; S/1994/20/Add.3, 20, 29 et 47; S/1995/40/Add.4, 21, 29 et 47; S/1996/15/Add.4, 15, 21, 30 et 47; S/1997/40/Add.4, 21, 30 et 46; S/1998/44/Add.4, 21, 30 et 47; S/1999/25/Add.3, 20, 29 et 46; S/2000/40/Add.4, 15, 20, 21, 24, 29 et 47; S/2001/15/Add.5, 22, 31 et 48; S/2002/30/Add.4, 21 et 30; S/2003/40/Add.4, 25, 30 et 51; S/2004/20/Add.4, 26, 30, 35, 42 et 50; et S/2005/15/Add.3, 6, 13, 16, 17, 22, 24, 29, 42, 43 et 49)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 5330^e séance (privée), tenue le 16 décembre 2005, comme convenu lors de consultations préalables.

À l'issue de cette séance, conformément à l'article 55 du Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le communiqué suivant a été publié par les soins du Secrétaire général, en lieu et place d'un procès-verbal :

« Le 16 décembre 2005, le Conseil de sécurité, conformément aux sections A et B de l'annexe II de la résolution 1353 (2001), a tenu à huis clos sa 5330^e séance avec les pays qui fournissent des contingents à la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD).

Le Conseil et les pays fournisseurs de contingents ont entendu un exposé présenté, en vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, par le Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix, M. Hédi Annabi.

Les membres du Conseil, M. Annabi et les représentants des pays fournisseurs de contingents ont eu un échange de vues constructif. »